

Intervention de Pierre Werner sur l'intégration européenne (Luxembourg, 20 novembre 1974)

Légende: Le 20 novembre 1974, Pierre Werner, ministre d'État honoraire et chef du groupe parlementaire chrétien-social, s'exprime devant la Chambre des députés du Luxembourg sur les difficultés de la relance de l'intégration européenne.

Source: Compte rendu des travaux de la Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg, Mercredi 20 novembre 1974 (19e séance). Session ordinaire de 1974-1975. Volume I, p.1045.

Copyright: (c) Chambre des Députés

URL:

http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_pierre_werner_sur_l_integration_europeenne_luxembourg_20_novembre_1974-fr-59a2d7ed-ef04-42da-b312-5b438b1d43f6.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2014

M. le Président. La parole est à M. Santer qui n'est pas présent.

M. Werner. Est-ce que je peux, en lieu et place de M. Santer, poser une question à M. le Ministre des Affaires étrangères ?

M. le Président. Certainement, puisque nous devons terminer avec ce chapitre ce soir.

La parole est à M. Werner.

M. Werner. Monsieur le Président. Je crois que M. Santer avait l'intention d'attirer l'attention de la Chambre sur les initiatives qu'il s'agit de prendre en matière d'aide technique aux pays en voie de développement et d'attirer en même temps une fois de plus l'attention sur la proposition de loi qu'il a déposée l'autre jour concernant le statut des volontaires qui se dévouent éventuellement au service dans les pays en voie de développement.

Puisque j'ai la parole, je voudrais pour mon propre compte et étant donné l'actualité, faire un très bref commentaire et poser en même temps une question à l'honorable Ministre des Affaires Etrangères concernant l'étude que le ci-devant chancelier de la République fédérale allemande vient de développer à Paris. Les journaux nous ont appris que M. Brandt a développé dans le cadre de sa conférence un plan destiné en somme à relancer la construction européenne, je dois dire d'une façon que je considère comme boiteuse. En effet, étant donné l'état politique et social différencié des états partenaires de la communauté, il propose un développement différencié aussi concernant l'effort d'intégration au sein de la communauté.

Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur les dangers d'une telle proposition. Tous les Européens convaincus savent que la communauté est une tâche difficile qui est perturbée périodiquement par des crises extérieures et qui exige beaucoup de bonne volonté politique pour maintenir l'effort qui a déjà été accompli et pour faire de nouveaux progrès. Il est évident que le terme "communauté" par lui-même définit la politique qui doit être poursuivie.

Une communauté n'est pas une formation d'unité équivalente au même stade d'évolution, c'est nécessairement un ensemble de partenaires à des niveaux d'évolution différents. Et je ne parle même pas d'évolution, puisque une partie des situations sociales que nous connaissons ne sont pas définitives ou structurelles, mais sont périodiques ou conjoncturelles.

De cette façon dans une communauté il faut évidemment, le terme de solidarité est à l'ordre du jour, et sans la solidarité entre tous les partenaires, on ne pourra jamais construire l'Europe. Il y a des moments où les uns sont plus forts, les autres plus faibles. Je crois que dans ces moments il faut aussi un certain échange de bons procédés entre les partenaires.

Mais j'aimerais bien que M. le Ministre des Affaires Etrangères nous développât le point de vue du Gouvernement et veuille bien nous dire s'il partage mes vues ou si l'idée de M. Brandt paraît intéressante au Gouvernement luxembourgeois. Merci.

M. le Président. Il n'y a plus d'orateurs inscrits pour le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur. Le Ministre répondra mardi prochain. Nous passons maintenant à la discussion du Ministère de l'Education physique et des Sports. Nous avons encore 2 heures devant nous, je crois que nous pourrions faire du bon travail.

Le premier orateur inscrit est M. Dupong.

M. Dupong. Hér President, Madame, dir Héren. Ech muss soen, ech regrette'eren e we'neg, datt den Hér Thorn sech huet misse kurzfristeg an d'Ausland begin, an datt et leider dénen, de' elo beim Sport Stellung huelen, net gegönnt ass, den Dialog mat dém zo'stannege Minister ze fe'eren, we' dat am Fong geholl am Sënn vun de Budgetsdebatte leit, a we' et och misst sin. Ech versti ganz gudd, datt den Hér Thorn net laang viraus wosst, datt hien huet misste fort goen, mä hie wosst et ëmmerhin scho geschter. An ech hätt et virgezun, fir datt dann aus engem anere Ministère en anere Minister a seng Plaaz agespronge war. Et hätt én Diskussio'nen iwert en aneren Departement ulaafe gelooss, an et hätt é gewaart, bis datt den Hér Thorn erëm hei wär, fir datt én utilement hätt könnte mat him schwätzen.

M. le Président. La demande a été faite hier, et elle a été confirmée aujourd'hui.

M. Dupong. D'accord, mais j'aurais bien préféré que justement quand la Chambre s'était autrement arrangée, pour que les orateurs inscrits au département de l'Education physique, le soient en présence des Ministres compétents. Moi j'aime bien M. Krieps, et je sais très bien que dans ces questions de sport il est peut être plus compétent que M. Thorn, mais hélas ! ce n'est pas lui qui dirige le département de l'Education physique et des Sports.

(*M. SCHAUS prend la présidence.*)

Dat énzegt, wat én elo ka soen, wann én iwer de Sport schwätzt, et könnt é mengen, dat wär we'nstens én Departement, wo' én haut wo' d'Zeiten an d'Problemer eso' schwierig sin, wo' én dékontrakte'ert könnt driwer schwätzen a wo' én de' Problemer, de' sech do stellen, mat enger gewässer Gelassenhét könnt virdroen. Dat ass leider net eso'. Et muss én ëmmer erëm konstate'eren, datt de Sport an der Politik ëmmer muss hirhaalen, fir – ech ge'f soen – de' politesch Késen ze fëllen, fir duerzahaalen als berühmt "tarte à la crème" vun eiser Nationalpolitik. Ech mengen, datt grad dén Emstand, dén et mat sech brengt, datt eng geuerdnet Sportspolitik, eso' we' de', de' sech dem Sport seit Joerzengt gewidmet hun, et gère gesin, a we' se och no'twendeg wär, fir datt et hei am Land op dém Gebitt zu eppes geng kommen.

Ech muss soen, wann é während Joeren, bei mir ass et de Fall, ech mengen, beim Hér Krieps och, den Hér Thorn iwregends och, selwer Sport gemaach huet a joerelaang Dirigent war sief et vu Sportsvereiner, sief et vu Sportsfederatio'nen, da get et engem hei ans do wéch em d'Héiz, wann é geseit, wat hei am lëtzebuerger Land, grad mat dér Aktivite't, de' engem um Héiz leit, wat domat geschitt.

An dat, wat de Budget eis op dém Gebitt ze bidden huet, dat get eis jiddefalls net Ulass, fir eis ze fréen oder fir eis